Dans le n°86 de la revue *Vacarme*, quatre auteur·e·s se sont associé·e·s pour signaler à la gauche une unité qu'elle n'avait pas encore su se reconnaître. Dans un long texte intitulé « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche », Camilla Brenni, Memphis Krickberg, Léa Nicolas Teboul et Zacharias Zoubir, soulèvent le problème paradoxal de l'absence de « fracture » au sein d'une gauche communiant dans son propre silence et ses dénégations, pour ne pas dire sa complicité, sur la question de l'antisémitisme. Mais, de cette unité « enfin » retrouvée – par la dénégation, la minimisation, la relativisation, sur ce qui constitue le fond de l'abjection politique et morale au 20e siècle –, qui peut vouloir ?

Voilà donc une question, voire *la* question, polémique par excellence, d'autant qu'elle est adressée à la gauche dans un moment de consolidation des extrêmes droites historiquement définies par la « question juive » et l'antisémitisme vis-à-vis desquels elles entretiennent un rapport pour le moins ambigu de nos jours. L'invitation (ou l'imputation, ou la sommation) qu'elle comporte pourrait alors s'en trouver d'autant plus contre-intuitive et provocatrice.

Il faut cependant s'efforcer de l'entendre avec patience en tenant compte de trois choses : premièrement, le texte, substantiel, du « non-sujet » entend proposer toute une compréhension de la conjoncture en cours. Ensuite, la gauche (pour nous en tenir, pour l'instant, à la formulation générique initiale des auteur·e·s) ne peut oublier sa dette théorique, militante, morale, à l'égard de toutes celles et ceux, d'abord minoritaires dans ses propres rangs ou sur ses marges, qui ont réussi à la confronter à ses limites, sous-estimations et autres points aveugles. Que l'on parle de terrains d'affrontement aussi cruciaux que le genre, l'écologie, le colonial, ou la souffrance mentale au travail, par exemple, pensons aux énergies déployées pour faire comprendre aux organisations du mouvement ouvrier l'urgence qu'il y avait à reconsidérer ses attendus souvent imprégnés de masculinisme ouvriériste, de productivisme, d'évolutionnisme et d'anti-intellectualisme, aussi. Une interpellation comparable pourrait-elle être nécessaire sur l'antisémitisme ?

Enfin, tout semble indiquer que l'interpellation des auteur·e·s s'exprime dans le langage de la gauche et s'inscrit dans son horizon à visée émancipatrice : « lutte de classe », « totalité sociale », renvoi de « l'opinion libérale » de la « bourgeoisie française » à son hypocrisie carabinée et à son « mépris de classe » instinctif dans ses dénonciations des « manifestations d'antisémitisme bien réelles » des gilets jaunes… Les tonalités radicales et marxisantes du lexique et du ton n'échappent à personne et nous pourrions avoir le sentiment de nous trouver « en famille », comme on dit. Dans ces conditions, qui pourrait se montrer assez ingrat pour refuser une petite visite guidée de son propre inconscient politique ?

***

Le texte procède en huit étapes. Les auteur·e·s avancent (i) l'idée générale – sur le mode du constat implacable – selon laquelle, la gauche, ou plus exactement, les organisations de la gauche radicale, ont en commun leur « désinvestissement » du thème de l'antisémitisme qu'elles perçoivent comme « secondaire, voire négligeable ». En contrepoint, les auteur·e·s annoncent vouloir plaider « pour une critique radicale de l'antisémitisme », attentive à la « spécificité de la racialisation des juifs et la manière dont celle-ci fonctionne conjointement avec d'autres formes de racisme au sein de la totalité sociale ».

Pour les auteur·e·s, (ii) cette proposition se vérifie en premier lieu au regard des fluctuations quantitatives des propos et actes antisémites en France, que la gauche radicale tend à « minimiser, voire à faire disparaître », par « dénégations » et « manque de

réactivité ». La gauche radicale, est-il proposé, « reste silencieuse » devant les deux principales manifestations de l'antisémitisme qui ne seraient en rien limitées aux milieux de l'extrême droite traditionnelle : les liens réactualisés entre antisémitisme et conspirationnisme d'une part, et d'autre part, « les éléments d'antisémitisme qui peuvent être reformulés dans des invectives contre Israël ».

Intervient alors une analyse (iii) de « l'idéologie *mainstream* et 'dominante' qu'est devenu le conspirationnisme et en même temps, une présentation des motifs et modalités de l'évitement du problème par la gauche face à une production idéologique « par en bas » qu'elle serait incapable de penser. On passe ensuite (iv) aux manières dont la référence à Israël et au conflit israélo-palestinien s'imprègne « d'éléments d'antisémitisme ». Le texte propose alors de ressaisir (v) la conjoncture politique plus institutionnelle (« par en haut ») dans laquelle la question de l'antisémitisme a été captée par la droite, voire, happée dans l'entreprise de normalisation de l'image publique du FN-RN.

Restent deux développements avant la conclusion : (vi) le premier s'intéresse aux « expériences subjectives de personnes juives », à l'hétérogénéité de leur possibilité d'articulation politique du vécu de l'antisémitisme, dans un environnement marqué par l'absence d'alliés et « d'autonomie idéologique stricte de la gauche et de l'extrême gauche » sur ce terrain. Une dernière partie (vii) aborde la discussion de « l'antisémitisme dans le mouvement des gilets jaunes » qui, en tant que « symptôme de la crise sociale », ne peut être « réductible à ses composantes fascistoïdes ». Mais les auteur·e·s trouvent là une manifestation supplémentaire des minimisations de la gauche radicale qui se contente de voir dans les accusations d'antisémitisme une tentative de disqualification qu'elle choisit alors d'ignorer à des fins « pseudo-tactique ».

La conclusion (viii) réitère la thèse générale du texte, insiste sur le « malaise des juifs en milieu 'progressistes' » et annonce le programme critique nécessaire encore à venir : entreprendre la « fracturation autour de l'antisémitisme » à gauche en assument les « déchirements » que ce travail ne pourra manquer d'induire ; insérer ce travail « dans une confrontation plus large avec l'ensemble des processus de racialisation des sociétés capitalistes occidentales ».

***

Pris dans sa généralité, le texte de la revue *Vacarme* pourrait presque nous installer dans l'aura flatteuse de débats anciens sur le Bund, la justification et l'opportunité ou non, pour un Lénine, un Trotski ou une Rosa Luxemburg, d'une autonomie organisationnelle ouvrière juive.

Si l'on pense au tableau très complet qu'en fit Enzo Traverso dans *Les marxistes et la question juive*, la gauche prise à parti aujourd'hui par nos auteur·e·s pourrait-elle figurer parmi ces marxistes qui partageaient la vision à la fois assimilationniste et tacticienne d'un Lénine pour qui l'antisémitisme, bien qu'abominable, n'était guère qu'un résidu féodal ? Pour Lénine, en outre, en dépit de ses « racines très profondes », « avant d'être une idéologie réactionnaire et un préjugé populaire », l'antisémitisme russe découlait « avant tout, du pouvoir absolutiste », il « était surtout une pratique violente et brutale de la domination tsariste »[1].

À ce titre, les auteur·e·s renvoient tacitement la gauche à une histoire profonde du mouvement ouvrier, de ses grandes expériences historiques et références théoriques dont elle aurait métabolisé les normes par-delà les césures tragiques du 20e siècle. Difficile

encore de ne pas penser, à la lecture de l'article, à Franz Mehring qui, à la fin du 19e siècle, jugeait que

« l'antisémitisme était l'expression d'un mouvement social anticapitaliste de nature romantique et féodale, donc réactionnaire. En revanche, le 'philosémitisme' […] n'était qu'une variante de l'idéologie capitaliste […]. Autrement dit, les antisémites prenaient les Juifs comme cible apparente, superficielle, dans leur combat contre le capitalisme au nom du passé féodal ; les 'philosémites', au contraire, défendaient le capitalisme déguisés en sauveteurs des Juifs opprimés ».

Cela n'empêchait nullement Mehring de laisser entendre que l'antisémitisme était, au fond, moins dangereux que le 'philosémitisme' […] »[2]. La gauche contemporaine serait-elle sous l'emprise de son propre fond pulsionnel lorsqu'il s'agit pour elle d'affronter l'antisémitisme ?

Le non-problème du « non-sujet »

« Le non-sujet » pose plusieurs difficultés importantes, que ce texte pose néanmoins bien plus à ses propres auteur·e·s qu'à ses destinataires désignés. Le paragraphe de conclusion en offre une image synthétique. Après une nouvelle répétition à l'identique de la thèse de l'antisémitisme comme « objet d'un silence » à gauche, on comprend, d'une part, que le projet annoncé d'emblée d'une « critique radicale de l'antisémitisme » et de compréhension de « la spécificité de la racialisation des juifs » reste ajourné à un 'plus tard' indéterminé et, d'autre part, qu' « on ne pourra que déplorer la séparation de la lutte contre l'antisémitisme des autres luttes anti-racistes. »

Après une longue apnée anxieuse à la possible annonce de l'âpre bousculade, pratique et théorique, qui devait sortir la gauche de ses ornières, vers d'inévitables « déchirements », la déception est grande. On en était à espérer le sursaut occasionné par une douleur salutaire et l'on en revient finalement à une « spécificité de l'antisémitisme [qui] ne pourrait donc être saisie que dans ses liens historiques et contemporains à d'autres formes de racialisation, notamment l'islamophobie et le racisme anti-Rrom ».

Le chemin parcouru paraît donc modeste, à cette nuance de perplexité près, suscitée par la fin de la proposition suivante : « sur le plan pratique, on ne peut combattre l'antisémitisme qu'à condition de combattre conjointement ces autres formes de racialisation *qui concourent plus ou moins directement à un acharnement sur les (supposés) juifs* » (mes italiques). Doit-on deviner un « acharnement » raciste plus grand contre les juifs ou supposés juifs aujourd'hui, en dernière instance ? Un autre texte le dira peut-être. On remarquera en tout cas que la thèse selon laquelle l'antisémitisme contemporain ne peut être saisi et compris que dans ses liens avec d'autres formes de racialisation n'est pas propre aux auteur·e·s : elle est au contraire très courante au sein de la gauche radicale et de l'antiracisme politique.

Où, comment et à qui *poser* « la question » ?

Remarques 1 : silence ? ou, silence ! (quelle archive de la gauche)

Le texte de *Vacarme* invite à une première réserve quant à sa méthode. Le « non-sujet de l'antisémitisme à gauche » est ce lieu où s'abolissent les différences et divergences par ailleurs bien réelles au sein de la gauche, alors même que les auteur·e·s insistent pour ne pas pointer essentialiser « la gauche ». Si l'on peut accepter, au moins à titre provisoire, ce haut niveau de généralité, on reste plus perplexe quant au degré d'évidence préalable dont ce texte s'autorise d'emblée : à la répétition très insistante de la thèse de départ (huit formulations synonymes dans les seuls paragraphes introductifs) ne correspond aucun corpus de vérification.

Le texte d'environ 7000 mots (10 000 avec les notes) ne propose quasiment aucun exemple d'article, de tract, de communiqué, d'ouvrage qui permettraient d'illustrer le propos et d'expliciter l'approche analytique (des pratiques/discours) qu'ils entendent mettre en crise. Si bien que l'on se situe davantage ici dans l'interprétation libre, pour ne pas dire la surinterprétation forcenée tant elle semble libérée de toute contrainte argumentative, que dans l'ordre d'une démonstration empiriquement fondée.

Trente années de « la gauche » dans un arc allant de François Mitterrand à Houria Bouteldja (laquelle ne se définirait sans doute pas comme telle), sombrent dans l'insignifiance de lointaines allusions : un article de Christian Picquet dans *Rouge* en 2000 (!), une citation de Frédéric Lordon, une allusion à une « réponse » de Jean-Luc Mélenchon à propos de son éviction (brutale) de la marche blanche en hommage à Mireille Knoll, une « réponse » jugée par les auteur·e·s « significative de son incapacité à proposer, ne serait-ce que sur un terrain symbolique, une grille de lecture adéquate à l'événement ». Mais quelle était cette réponse, au juste ? En quoi était-elle déficiente ?

Dans un tel contexte, et compte tenu de la place que ce dirigeant est venu occuper à gauche ces dernières années, il y avait là, de toute évidence, l'occasion de proposer au moins un début d'argumentation précise. Mais pour les auteur·e·s, la thèse de départ, plaidée au nom d'une exigence de « complexité » accrue, semble requérir un degré inversement proportionnel de *simplification*.

D'ores et déjà, il est légitime de se demander si ce « silence de la gauche » n'est pas la simple projection de ce « silence » auquel les auteur·e·s ont préalablement réduit les destinataires de « la question ». En l'état et sans plus de précision « complexe » sur les interventions, discours, communiqués, livres, de « la gauche » portant sur la nouvelle question juive, le présupposé du « silence de la gauche » tient du coup de force méthodologique. Mais dans cet écrasement, mitterrandistes tardifs et lecteurs d'Houria Bouteldja seront sans doute heureux et apaisés de savoir qu'ils et elles ont tant en commun.

Le problème devient plus grave encore lorsque l'affirmation non étayée d'évitement systématique de la gauche s'accompagne d'accusations de colportage pur et simple de propos antisémites. Les auteur·e·s ne disent rien de moins en prétendant que la gauche (ou l'extrême gauche), dépourvue « d'autonomie idéologique stricte » sur ce sujet, « semble aussi éponger, en mineur, les lames de fond idéologiques qui traversent la société française ».

Il « semble » échapper aux auteur·e·s qu'il s'agit d'imputations graves et que « *sembler* » même « *en mineur* » ne peut en aucune manière être recevable ici, sans la moindre source à l'appui. Nos savants, si défiants quant aux ragots « de comptoirs » et autres « pseudo »

vérités, ne sont manifestement gênés par leur propre amateurisme et les implications diffamatoires qu'il autorise. Même chose lorsqu'ils expliquent que « l'antisionisme et l'anti-impérialisme peuvent, sous certaines conditions, reprendre, consciemment ou inconsciemment, des éléments d'antisémitisme » : quelles sont ces « conditions » ? En quoi consistent ces « éléments » ? Sur quels exemples ces évidences s'appuient-elles ?

Et le propos dégénère dans une forme de vandalisme suicidaire lorsque (cf. note 25 du texte) les auteur·e·s reprochent au Parti de Gauche (suite à des propos critiques de Jean-Luc Melenchon dirigés contre Pierre Moscovici et « la finance internationale ») de ne pas avoir amorcé « une réflexion sur le glissement possible entre 'critique de la finance' et 'critique de la juiverie organisée' ou 'du capitalisme juif' ». Deux choses ici : d'où les auteur·e·s tirent-ils et elles ces expressions ? Du discours de Mélenchon ? De tracts, de programmes électoraux ou de bulletins internes de ce parti ? Si la réponse est non, et en l'absence de toute référence permettant de juger sur pièces, le rapprochement tient à l'évidence de la calomnie.

Et n'ont-ils pas envisagé la possibilité qu'ils pourraient eux-mêmes être les promoteurs de solides stéréotypes anti-juifs inhérents à la grille de lecture qu'ils assènent plutôt qu'au propos soupçonné (et dont on ne sait rien) ? Voilà un risque de dérive, d'autant plus regrettable qu'elle pourrait rejoindre les geignements faux, dans cet affaire[3], d'un Moscovici ou d'un Valls. Et incidemment, conformément à l'« éthique de l'interprétation » qui est la leur, que risque-t-on de penser de nos auteur·e·s lorsqu'ils et elles écrivent la phrase suivante : « il y a bien une tendance univoque de la part des autorités israéliennes et de leurs alliés et relais médiatiques à entretenir l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël afin de délégitimer cette dernière » ?

Toutefois, au vu de l'usage fait des très rares citations proposées, peut-être était-il en effet plus sage de ne pas amorcer de travail d'analyse du discours et d'interprétation des positions de leur auteur. Celle empruntée à Houria Bouteldja, explique-t-on par exemple, « résume parfaitement, ici dans le langage de la décolonialité, ce type de positionnement d'une gauche dont elle essaie pourtant constamment de se distinguer ». Au milieu du désert de références concrètes que propose ce texte, la porte-parole du Parti des Indigènes de la République (PIR) devient rien moins que le point de convergence consensuel ultime de « la gauche », radicale ou non, ce contre son gré, et bien entendu, contre l'avis de toutes celles et ceux qui, à gauche, ont exprimé tout récemment encore des réserves, des désaccords de fond, voire une franche hostilité, à l'égard des positions défendues (à l'image de la citation choisie) par cette personnalité intellectuelle importante.

Le passage cité dit : « Derrière l'hostilité envers les juifs, il y a la critique de la pyramide raciale, de l'État Nation et de l'impérialisme […] derrière chacune de nos régressions, il y a une dimension révolutionnaire ». Le problème est que cette citation ne *résume* rien, ni « parfaitement », ni imparfaitement. Elle est une position spécifique avec son histoire théorique propre et amplement discutée et controversée, et ce au moins depuis la publication par E. P. Thompson, de *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, en 1963. Y a-t-il jamais eu consensus, « à gauche », sur la prise en compte des conservatismes religieux, des passéismes anti-technicistes, de la force des appartenances et des loyalismes localistes ou communautaires, dans les rapports de forces politiques ?

Pris à peu près au hasard dans l'œuvre de l'historien anglais, en écho à cette citation d'Houria Bouteldja, ce passage : « Je suis bien moins alarmé que vous [Leszek Kolakowski] ne l'êtes face à la montée de 'la nostalgie romantique pour la société pré-industrielle' et de certaines affirmations des « valeurs existentielles » contre les valeurs rationalisées liées à

tel ou tel projet de carrière. Sous certaines formes irrationnelles, il y a un élan affirmatif qui n'a que trop tardé : ce sont les anticorps culturels induits par une exposition excessivement prolongée à un expansionnisme technologique abrutissant… ».

Le programme de politisation de l'anthropologie culturelle contenu chez Thompson ouvrit une série de bifurcations et de tensions[4] qui, étonnamment, pourraient avoir échappé aux analystes des « fractures de la gauche ». Faire d'une expression d'un de ces héritages possibles, non plus le lieu de telles fractures, mais au contraire, celui d'un consensus ultime tient de la provocation inutile (surtout lorsque dans le même temps, on emprunte au même E. P. Thompson le concept d' « économie morale »[5]).

Ceci ne préjuge pas de ce qu'il faudrait penser de la formule d'Houria Bouteldja et consiste simplement à rappeler que la provocation qu'elle comporte, tant par son contenu que par l'histoire théorique dont elle est héritière, est bel et bien ce qu'elle entend être : l'expression d'une fracture et non d'une convergence universelle de « la gauche ». Et en outre, affirmer que cette approche agressivement « par en bas » pourrait être la clé de voûte d'une gauche jugée par ailleurs incapable d'aborder les problèmes du racisme et de la domination sociale autrement que « part en haut » semble peu soucieux de cohérence.

Autre exemple, ou plutôt, *l'*autre exemple, est celui de la citation de Christian Picquet tiré d'un article du journal de la LCR, *Rouge*, il y a bientôt vingt ans. Les auteur·e·s, non contents d'exhiber leur incapacité, ou leur refus, d'inscrire activement leur propos dans une « conjoncture » dont ils se disent par ailleurs si préoccupés, ne prennent aucunement la peine de préciser le sens qu'ils donnent à la citation de cette figure de la LCR (aujourd'hui élu du PCF) : la citation (sur l'antisémitisme induit par les positions du CRIF) entend-elle illustrer le propos qui la précède, selon lequel, les accusations portées contre Israël et ses soutiens relèvent au mieux de l'évitement du problème de l'antisémitisme (au pire, charrie « des éléments d'antisémitisme ») ? Ou bien anticipe-t-elle le propos des auteur·e·s qui la suit, deux paragraphes plus loin, à savoir que « les discours publics [qui] ne cessent d'entretenir l'amalgame entre défense des juifs et défense de l'État d'Israël » participent de « stratégies […] délétères pour les juifs en France ». La citation en question ne disait pas autre chose, si bien que son rôle dans l'argumentation demeure une énigme.

Remarques 2 : conspirationnisme, racialisation et spécificité

Pour les auteur·e·s, la priorité doit aller à la compréhension de la racialisation spécifique des juifs. « La gauche » en a été jusqu'ici incapable, selon elles et eux, entre autres du fait de la pauvreté de ses attendus quant à l'idéologie et à l'État. « La gauche » n'accepterait de penser l'idéologie que comme « manipulation, diffusion de visions du monde (néo)libérales et/ou réactionnaires, production de subjectivités par les appareils idéologiques d'État (école, université …) et les médias dans l'intérêt des classes dominantes ». C'est déjà pas mal, se dit-on.

Même chose pour l'État : à gauche : « on considère [que les juifs] ne sont pas victimes du même racisme structurel que les noirs, les arabes ou les rroms. À raison : les juifs ne subissent pas de discrimination au logement ou à l'embauche et ne sont plus victimes de racisme d'État. Ce signifiant de « structurel » fétichisé se réduit en l'espèce à l'idée que la structure, c'est l'État. » Les auteur·e·s prennent eux-mêmes acte de cette différence – structurelle – de traitement, qui n'est pas insignifiante, croit-on comprendre.

Mais on comprend également que la gauche succombe à un leurre : l'État « joue dans ce contexte précis le rôle de cache-sexe de la socialisation spécifique de l'antisémitisme et empêche toute lecture de ses effets bien réels ». En d'autres termes, la survalorisation de l'État – rendu coextensif à toute structure – fait passer à côté d'un ordre d'expérience autrement plus délicat à cartographier[6].

À ce stade, « la gauche » ou « la gauche radicale » des auteur·e·s restent des catégories peu compréhensibles tant la pauvreté des références est grande. En outre, l'idée que « la gauche » serait la proie d'un simplisme théorique pérenne sur les concepts d'idéologie ou d'État éveille une vive perplexité, tant cela amène à homogénéiser tout un champ (ouvert) de débats souvent vifs, nombreux et récurrents. Quoi qu'il en soit, il s'avère finalement que les auteur·e·s ne font pas autre chose que de délocaliser le problème, au lieu de le repenser. Voyons par quel biais.

Pour les quatre auteur·e·s, c'est le conspirationnisme qui constitue la « matrice spécifique de la racialisation des juifs ». Il présente trois caractéristiques. Il se construit comme tel « à partir de la seconde moitié des années 1990 », dans un processus qui selon eux, « [prend] de court la gauche ». Dans le prolongement d'un imaginaire déjà ancien, « cette racialisation des juifs prend souvent la forme particulière de l'attribution d'un pouvoir ou d'une influence démesurée à ce groupe ».

Deuxièmement, il est une idéologie « *mainstream* » et « 'dominante' » à part entière dont la particularité tiendrait -troisièmement – au fait de sa dissémination « par en bas », indépendante de l'État et du « 'grand capital' ». Il serait porteur d'un mode de socialisation autonome, propre au monde considéré comme moléculaire des réseaux sociaux. Que signifie « racialisation » ici ? Et le « conspirationnisme » peut-il en tant que tel en être le vecteur ? Ou alors, de quelle mise à jour le terme de racialisation devrait-il bénéficier dès lors qu'il ne relève pas ici du paradigme physiologiste et ethnobiologiste remontant au 19e siècle et aux inventeurs de l'idée de « race juive », avec ses caractéristiques physiques et psychologiques au fondement de toute une tradition d'imagerie haineuse.

Si le conspirationnisme fait partie de ce script initial, peut-il néanmoins faire « matrice » à part entière ? Les forts soupçons de conspiration poutinienne en préalable à l'élection de Donald Trump font-ils le socle d'une racialisation des russes ? Que dire des personnes impliquées dans le scandale de Cambridge Analytica, créé par Steve Bannon ? Ces épisodes récents ont contribué à donner un large crédit à des scénarios de conspiration à vaste échelle. S'accompagnent-ils d'un ensemble d'associations racialisantes ? En d'autres termes, le conspirationnisme fait bel et bien partie du répertoire connu des stéréotypes et préjugés hostiles envers « les juifs » ; mais des préjugés, aussi virulents soient-ils, sont-ils invariablement le symptôme d'une construction racialiste ? Qu'en est-il alors des fonctionnaires fainéants, surpayés pour l'être et drain tant budgétaire que moral de la saine et vaillante nation entrepreneuriale ? En dépit de la centralité du concept de racialisation ici, rien n'indique le sens qu'y investissent les auteur·e·s au regard de ses héritages biologistes et ses inflexion différentialistes plus récentes, par exemple.

Plus problématique, peut-être, est l'idée d'une nuée numérique, vecteur de socialisation « par en bas » distincte de l'ordre reproduit par l'État et le « 'grand capital' ». Les auteur·e·s paraissent ici succomber à un imaginaire de la « transversalité » du réseau offrant la possibilité de déconnexion vis-à-vis des formes classiques du pouvoir (cautionnant en cela, par exemple, les idylles de l'auto-activité choisie, émancipée de la chape des rapports d'emploi capitaliste grâce à Uber, nom paradoxal de tout un monde de travail et de vie, « par en bas »).

Mais d'une part, il est contre-intuitif d'affirmer que l'espace numérique de cette socialisation « par en bas » ne relève pas du « 'grand capital' » (faut-il des guillemets ?) quand les plateformes numériques en viennent à former le coeur datacentrique – incommensurable, irreprésentable – d'une grande partie de l'économie mondiale, de « la totalité absente » du « Capital » qui désormais « est notre véritable ontologie »[7].

Mais en outre, que font les auteur·e·s de l'articulation directe des sites et réseaux conspirationnistes, d'extrême-droite et néo-nazis à des figures, représentants et instances de pouvoir « par en haut », parfaitement officiels ? Les milieux entourant la présidence US (Bannon, Bolton, etc.), l'AfD allemande ou le FN-RN, et de leurs élus dans des « structures étatiques » sont tous liés au – et promoteurs du – monde groupusculaire assorti (groupes néo-nazis, évangélistes sionistes *et,* ou, *parce que,* antisémites).

Sans même aller fouiller ces poubelles-là, chacun sait aujourd'hui que des campagnes électorales ont banalement recours aux réseaux mis au service d'une communication et d'une certaine sociabilité politique par ce biais, quand il ne s'agit pas d'engouements politiques fabriqués de toutes pièces (*astroturfing*). Et pour ne rien dire, à un autre niveau, des multiples versions du basculement de la vie ordinaire de l'État-« structure » et du monde du travail capitaliste dans le grain fin de la vie quotidienne en ligne (quand les assurés sociaux, patients, chômeurs, lycéens, étudiants, intermittents, etc., deviennent « acteurs » numérisables de leur « parcours » de santé, professionnel, d'études…).

Bref, au nom du rejet d'un fétichisme de l'État (fin-mot-de-toute-structure) pour « la gauche », les auteur·e·s contemplent une déconnexion « par en bas » de la transversalité autonome du réseau social. Mais ce séparatisme factice, et tout ce qu'il charrie de déterminisme techniciste implicite, ne vaut pas mieux comme dystopie (ici) que comme utopie ailleurs. Il n'y a pas d'altérité radicale, même en version dystopienne, du monde numérique « par en bas ». Dans l'« autonomie relative » que « la gauche » ne saurait pas reconnaître ou « éluderait », il y a « relative ».

Mais « la gauche » poussera un soupir de soulagement en constatant que les auteur·e·s proposent qu'à l'écart de l'État et « des médias du 'grand capital' »[8], la diffusion de l'antisémitisme en France est le fait d' « un ensemble d'entrepreneurs antisémites jouant sur des idées antisémites répandues et sur le rejet populaire spontané du 'système' et de 'ceux d'en haut'». Autrement dit, on en reste finalement à l'idéologie-« manipulation » qu'il s'agissait de rejeter quelques paragraphes plus tôt : à « l'Etat » a été substitué un ordre descendant de second rang régi par « un ensemble d'entrepreneurs ».

Rien ne suggère en outre que ces derniers opéreraient à distance étanche des structures étatiques connues (élus, partis, financements). L'identification de la sociabilité « par en bas » (sécrétrice d'idéologie antisémite molécularisée dans le monde des réseaux sociaux) s'en trouve remise à plus tard. Pour l'instant, il faut alors se contenter d'envisager, avec nos auteur·e·s, une explication paradoxalement complotiste de l'essor de l'imaginaire conspirationniste (les entrepreneurs-manipulateurs qui « jouent » des masses désorientées).

Dès lors que la question du conspirationnisme est présentée comme centrale par les auteur·e·s (« matrice de la racialisation des juifs » et donc cruciale pour la compréhension de la spécificité de cette racialisation), il faut y ajouter quelques observations supplémentaires. Les auteur·e·s l'inscrivent dans une périodisation à des fins explicatives : le conspirationnisme prend toute son ampleur dans le contexte des restructurations néolibérales et de la fin des grands récits de la guerre froide. L'explication, toutefois,

n’explique rien. Elle paraît en outre s’en remettre à l’agitation du parapluie « néolibéralisme » pour regrouper les participants de la visite guidée.

Comme avec « le populisme », ou « l’ultra-gauche », le vague geste dédaigneux en direction des « théories de la conspiration » ou du « complot » est devenu l’emblème d’une paresse explicative terminale dans la quasi intégralité de ses usages. Par contraste, chercher à en périodiser les réémergences récentes est un projet méritoire. Mais la mobilisation des pouvoirs magiques du « néolibéralisme » ne fait qu’ajourner l’analyse nécessaire.

Sans pouvoir s’y risquer ici, disons *a minima* que la consolidation générale de pouvoirs qui n’ont aucun compte à rendre sur fond de crise profonde des systèmes de représentation familiers (partis, institutions représentatives), conjuguée à l’actualité inédite de l’industrie de l’évasion fiscale (en particulier depuis les révélations de Panama Papers et des Paradise Papers), ou encore, à l’exposition nouvelle du lobbying de grande-entreprise dans l’activité parlementaire (nationale ou européenne), offrent de puissants motifs de validation de l’idée d’un exercice de plus en plus disproportionné, arbitraire et méconnaissable des instances de pouvoir contemporaines.

Conjointement, l’affaire Weinstein, le dossier Sarkozy sorti par Médiapart, tel ou tel scandale lié à l’industrie agroalimentaire ou pharmaceutique, ont trouvé un écho qui sans « les réseaux sociaux », seraient probablement resté dans la confidence des milieux de pouvoir concernés. La convergence de tels développements autorise tout un ensemble d’attentes nouvelles sur la possibilité de connaître et d’exhiber ce qui devait rester dissimulé.

Le « conspirationnisme » pourrait n’être alors qu’une version particulière – une expression plus stridente – de cette euphorie épiphanique avec tout ce qu’elle peut porter de bon et de nécessaire, *aussi*. En outre, face aux désastres régionaux absolus et sans fin (et aux effets globaux) causés par des guerres menées au nom des immenses mensonges d’État de Blair et Bush junior, on voit très mal comment n’aurait pas gagné cet enthousiasme inédit pour les dévoilements des crimes et turpitudes du pouvoir quel qu’il soit. Et plus généralement, l’actualité jamais interrompue des complots impérialistes continue de fournir une justification objective cruciale des élans et motifs complotistes les plus curieusement inventifs.

L’humeur conspirationniste ne se limite en rien aux « fantasmagories » déviantes d’un pur chiliasme plébéien. En déplorer les simplismes permet, certes, de garantir par contraste, et à très peu de frais, la supériorité de discours savants (ou militants) autorisés. Telle déploration ne vaut cependant pas mieux que les critiques de la religion au nom de dieux qui n’existent pas. Mais tout ceci relève d’une histoire déjà bien ancienne. Qu’il suffise de rappeler que les conspirations – les projets stratégiques de pouvoirs s’exerçant en deçà de toute publicité démocratique – *ça existe* et, comme l’observe très justement Des Freeman, en balayer l’idée d’un revers de main (comme désordre paranoïaque et trope antisémite par nature) vaut comme invitation à cautionner par avance et sans broncher les grandes productions communicationnelles officielles[9] les plus mensongères et les plus serviles.

Remarques 3 : Israël, ou, dans le vif du non-sujet

Pour nos auteur·e·s, le conspirationnisme qui constitue le fond matriciel de la racialisation

des juifs n'apparaît d'abord en rien distinct de celui dirigé contre Israël. Sont donc d'emblée superposées l'hostilité aux juifs et l'hostilité à Israël, l'ignominie de la première trouvant sa duplication, pour ainsi dire, *naturelle*, dans la seconde. Il en résulte, pour les auteur·e·s du « non-sujet », qu'Israël est donc la cible des mêmes préjugés insensés et délirants qu'à l'égard des juifs.

Selon le texte, les opinions et préjugés négatifs à l'égard d'Israël ne sont le fait que d'inventions aussi fantasques qu'injustes et injustifiées qui s'étendent à d'odieuses imputations dirigées contre le CRIF, ou contre M. Bernard-Henri Lévy. Le chien de la critique d'Israël étant manifestement porteur de la rage conspirationniste, il était urgent de lui administrer la noyade proverbiale. Au-delà de ces surenchères erronées, Israël – sa politique, ses dirigeants, ses nombreuses nuances d'extrême-droite, sa politique d'occupation et d'annexion – n'est pas en cause et devient ainsi le non-sujet symétrique du « non-sujet » des auteur·e·s.

Mais les auteur·e·s ne semblent pas vouloir reconnaître de distinction manifeste entre les fabrications les plus exubérantes et une critique fondée : la critique d'Israël se nourrit d'une ignorance chronique « des enjeux historiques précis de la question ». Et de rapporter qu' « un sondage Ifop de 2013 a ainsi montré que plus de 60 % de la population française partage une image mauvaise ou très mauvaise d'Israël alors que 72 % a une connaissance mauvaise ou très mauvaise de l'État juif et son histoire ». Avec un loyalisme apparemment assumé envers « les autorités compétentes », nos auteur·e·s estiment qu'

> « à rebours de la perception bienveillante d'Israël de l'État français et des organes médiatiques dominants, un pseudo-savoir sur Israël mêlant *fake news*, pathos et conspirationnisme est partagée par une partie importante de la population française. Ce cadre fournit les éléments de langage, les récits et les images à travers lesquels s'exprime une partie de l'antisémitisme contemporain et alimente diverses formes de conspirationnisme. Israël serait l'incarnation même de l'injustice sur Terre, de la maladie nationaliste et la concrétisation de la violence souveraine. L'État juif devient le principal, voire l'unique, responsable des désordres et malheurs du monde ».

Comme pour le CRIF ou pour Bernard-Henri Lévy en France, l'hostilité à l'endroit d'Israël ne reposerait donc que sur un vaste malentendu fait d'obscurantisme nourrit d'un conspirationnisme qu'il renforce à son tour. On va jusqu'à juger la Ligue de Défense Juive « insignifiante », qui se trouve donc exfiltrée de la problématique pourtant ici considérée si urgente des sociabilités micro-organisationnelles et de leurs interconnexions. L'histoire d'agressions violentes par la LDJ, et les liens existants entre ce groupuscule (constitué internationalement) et, par exemple, l'organisation fasciste English Defence League, dont la LDJ est le modèle, peuvent-ils être décrétés « insignifiants » quand la tolérance dont il parait faire l'objet est propre à nourrir les suspicions récurrentes de traitements législatifs et policiers très différenciés.

Le hacker « patriote » Gregory Chelly (dit « Ulcan ») issu de la LDJ, sa liberté de nuire préservée, le documentaire tout en complaisance diffusé au FIPA de Biarritz en 2018, sont-ils « insignifiants » ? Et son impunité prolongée en Israël n'est-elle pas le signe d'une articulation à un ensemble de discours et stratégies « par en haut » promues et amplement financées par le gouvernement d'extrême droite ? Avec « l'insignifiante LDJ », les auteur·e·s paraissent naviguer à vue au regard de leurs propres priorités et trahissent un mix toxique

d’incohérence et de légèreté.

Ce volontarisme quasi-sacrificiel pour produire Israël comme non-sujet paraît sans limite, chose qui mérite la compréhension vue l’ampleur de la tâche qu’ils se fixent. Notons brièvement trois de leurs prises de risques supplémentaires sur ce registre, très inconsidérées.

Premièrement, non contents de côtoyer la finesse argumentaire politico-éthique d’un Habib Meyer, les auteur·e·s négligent de rappeler que les résultats du sondage de 2013 alignaient l’opinion française sur une tendance mondiale, comme le montrait un sondage de la même année pour le compte du service BBC World Service[10]. L’étude concernait une vingtaine de pays, Israël arrivant en bas du classement, tout juste devant la Corée du Nord, le Pakistan et l’Iran, trois autres pays à l’image probablement victime, elle aussi, de pseudo-savoirs et de « *fake news* » – enfin, plus encore qu’Israël, peut-être, compte tenu de leur place en fin de classement.

Deuxièmement, le texte suggère une nouvelle analyse historique selon laquelle la gauche serait héritière d’engagements anciens remontant au rôle de la France dans la création de l’État d’Israël en 1948, puis aux solidarités « de nombreux Maghrébins [qui] ont voulu combattre en Palestine en 1948 ; [aux] comités Palestine, créés en France en 1967 par des travailleurs et étudiants arabes ». Ainsi, après avoir expliqué que l’hostilité à Israël, en général, n’était que le produit vicié d’une perversion au mieux ignare, au pire, complotiste, du réel, la critique de la politique d’Israël aujourd’hui venant de la gauche en particulier ne serait que le résidu ambivalent d’une histoire aux racines lointaines, sans objet ou motif contemporain apparent.

Enfin, les auteur·e·s se devaient de dire quelque chose de ces juifs (« d’extrême gauche ») qui s’opposent à la politique israélienne. Ceux-là « semblent avoir intégré l’idée qu’ils porteraient une responsabilité congénitale dans la politique israélienne » et, dès lors, participeraient de ce mutisme général présumé de la gauche sur la question de l’antisémitisme. On pense reconnaître ici le recyclage, dans une version édulcorée, de la figure de l’ « alterjuif »[11], « auto-phobe », encombré par une culpabilité inopportune et qui ne saurait donc avoir de raison valable de contester une politique israélienne dont, en outre, on cherche à toute force à le rendre comptable en le faisant prisonnier de l’indissociation juif/Israël (stricte image inversée du couple antisioniste/antisémite, bien entendu).

Le non-sujet d’Israël est donc placé au croisement de l’ignorance des uns, de l’héritage politique lointain (et ‘arabisé’) des autres, et des scrupules mal placés des troisièmes. De la politique du pouvoir israélien lui-même, depuis dix ans aux mains de l’extrême droite la plus désinhibée, source d’inspiration des extrêmes droites globales, du Brésil à la Hongrie, il n’y aurait rien à dire. Apparemment encore conscient·e·s de l’extrémité de leur déni et de leur égarement politique et moral, les auteur·e·s se devaient de régler une première cotisation, aussi minimale que familière : il y a donc cette « condamnation légitime de la politique israélienne et de ses exactions que l’on peut trouver dans les cercles de gauche ».

Mais comme bien souvent, la réaffirmation du droit « légitime » à critiquer, voire condamner Israël, ne saurait guère aller au-delà du simple affichage de l’âpre éthique du dissensus : pourvu qu’il ne porte sur rien, et que l’on ne s’en serve pas, ce droit existe. Le travail préventif des auteur·e·s ne signifie pas autre chose une fois qu’ils nous ont assuré du caractère – dans les faits – uniformément vicié de toute « condamnation légitime » de la politique israélienne. Cette dernière concession n’indique d’ailleurs pas autre chose en

précisant que cette « légitimité » des condamnations « *peut* » être trouvée « dans les cercles de gauche ». « *Peut* » : rien de si sûr, à l'évidence.

Dans ces conditions, les auteur·e·s pourraient avoir l'initiative judicieuse, dans un prochain texte, de préciser à l'usage « des cercles de la gauche » comment doit se formuler la critique « légitime » de la politique israélienne, mais aussi ce qui constituent des « exactions » *condamnables* et enfin, quel pourrait en être le moment opportun, à supposer qu'un tel moment puisse exister. Sans leur aide, les cercles de la gauche risquent de se condamner eux-mêmes par avance à reconduire ces « éléments d'antisémitisme », consciemment ou non, au croisement des inerties anciennes, des pseudo-savoirs du jour et des surenchères de culpabilités (juives) dispensables, le tout irrationnellement investi dans le signifiant « Israël », ainsi diabolisé, si nous avons bien suivi nos auteur·e·s.

Au regard de l'actualité des seuls derniers mois, une certaine délicatesse de discernement paraît impérative. Pêle-mêle : annexion de nouveaux territoires par légalisation des colonies jusque-là illégales au regard du droit israélien lui-même, transfert de l'ambassade US à Jérusalem, plus de 180 morts et de 6000 blessés (dont nombre d'enfants, mais aussi de médecins, de journalistes) lors des Marches du retour à Gaza, nouvelle loi fondamentale officialisant la discrimination d'un cinquième de la population d'Israël, bombardement du centre culturel Al-Michal à Gaza, imminence de l'expulsion du dernier village (Khan El Ahmar) avant le bouclage final de Jérusalem-Est, gel des aides aux familles de prisonniers palestiniens (qui se conjugue à la fin du financement US à l'UNWRA et à la suppression de l'aide financière aux hôpitaux).

Dans l'attente d'être enfin guidé parmi les méandres de la conjoncture récente, il faut reconnaître que la neutralisation de toute référence à l'actualité des derniers mois, voire des seules dernières semaines, tient de l'exploit. Celui-ci n'est pas sans risque, cependant : le non-sujet de la gauche ressemble à s'y méprendre à une projection en miroir d' « Israël », non-sujet de nos auteur·e·s. Cette ardeur à « éluder » (« minimiser », « relativiser », « ignorer » ?) la question paraît d'autant plus flagrante au regard de l'intensité particulière de l'activité diplomatique du pouvoir israélien[12]. Armé de l'amalgame systématique entre antisémitisme et contestation du projet colonial sioniste, une vaste stratégie de chantage et d'intimidation contre toute critique d'Israël alimente la dérive autoritaire de pouvoirs déjà lancés sur la voie des restrictions des libertés publiques, d'expression et de manifestation.

Les confusions répétées d'Emmanuel Macron sur le sujet, au point d'envisager de légiférer, pour la plus grande satisfaction du CRIF et de B. Netanyahou, en sont le dernier exemple en date en France. Mais on pourrait tout aussi bien penser aux réactions déclenchées par la récente adoption par les parlementaires irlandais d'une loi d'interdiction des produits israéliens issus des Territoires occupés[13], aux tombereaux d'hypocrisie déversés sur la direction travailliste britannique depuis quatre ans (et plus encore au cours des dix derniers mois) ou maintenant contre la représentante démocrate au Congrès US, Ilhan Omar.[14]

Exonérer Israël dont la critique n'exprimerait qu'une tradition de ressentiment atavique sans objet, tient du coup de force pur et simple. Contre les évidences de la droite, et maintenant de l'extrême droite, sionistes et pro-Israël en toutes circonstances, rappeler les discontinuités profondes entre « les juifs » et « Israël » est un impératif politique et pédagogique permanent. Y répondre de cette manière, en résumé, ne fait pas autre chose que réitérer la présomption d'équivalence entre antisémitisme et anti-sionisme. Même enrobé de terminologie marxisante, le vallsisme ou le macronisme de cette confusion en restent ici globalement intacts.

Où et comment poser la question (ce fardeau) ?

La route de contournement argumentaire, cependant, semble avoir tracé sa propre ligne de *fracture* entre les auteur·e·s du « non-sujet ». Le texte est en partie secouru par ses propres hésitations lorsque l'une de ses mains concède que « [P]ar ailleurs, il y a bien une tendance univoque de la part des autorités israéliennes et de leurs alliés et relais médiatiques à entretenir l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël afin de délégitimer cette dernière. » Au-delà de l'activisme diplomatique du pouvoir israélien confronté au recul de la popularité d'Israël et à l'audience de la campagne BDS[15], le texte de *Vacarme* propose nombre d'observations bienvenues sur ce thème des captations droitières de la question de l'antisémitisme.

Au-delà des turpitudes d'un Valls multi-récidiviste, il conviendrait d'ailleurs de rappeler comment, à échelle plus large, cette captation s'étend, avec la complicité personnelle et volontariste du Premier ministre israélien lui-même, aux organisations et pouvoirs d'extrême droite les plus notoirement anti-juifs.[16] Cette dimension de la conjoncture, assurément, conjuguée à la faiblesse des articulations politiques existantes, est un facteur central des difficultés et confusions du moment. Les auteur·e·s – ou certains des – auteur·e·s du « non-sujet » ne disent rien de moins quand elles et ils en viennent à estimer qu' « une forme de bien-pensance droitière […] sature l'atmosphère politique et intellectuelle autour de la question de l'antisémitisme ».

« Bien-pensance » n'est peut-être pas l'expression la plus appropriée ici, pour des raisons que l'on vient de suggérer : il n'est pas tant question de « bien-pensance » que de convergences idéologiques plus profondes – bien relevées pour l'un ou l'une des auteur·e·s – autour du nationalisme sécuritaire et sur les enjeux identitaires et « civilisationnistes ». Or, après de longues années d'involution nativiste et fascisante[17], Israël apparaît maintenant comme l'idéal-type d'un modèle politique raciste propre à susciter les éloges et l'admiration d'un Bolsonaro (et de tous les évangélistes sionistes *parce qu'anti-juifs*), de l'AfD, d'un Orban, ou encore d'un FN-RN.

La ministre israélienne de la culture, Miri Regev, n'a-t-elle d'ailleurs pas eu la franchise de déclarer au cours d'un entretien télévisé, en 2012 (peu après avoir jugé que les demandeurs d'asile étaient un « cancer »), qu'elle ne voyait pas de problème à ce qu'on la traite de « fasciste » ? Les cibles immédiates en sont ce qu'il reste encore de société civile oppositionnelle et critique en Israël-même, et au-delà, tous les juifs contestant la logique de *territoire* et le loyalisme inconditionnel qui l'accompagne.

D'où, cependant, le problème de « poser la question de l'antisémitisme comme fait social à l'extrême gauche ». La *poser,* mais où donc ? Après avoir défendu la nécessité impérative, pour « la gauche », d'une refonte générale de son équipement mental sur l'antisémitisme (ses formes, sa spécificité), les auteur·e·s en viennent à contempler l'impossibilité-même de *poser* la question. Selon elles et eux-mêmes, il semble bien y avoir « saturation » quand « la configuration objective de la période rétrécit singulièrement les espaces politiques *où ces questions sont audibles* » (mes italiques). Face à l'encombrement engendré par « la politique israélienne et […] toutes les lectures droitières », dominantes aujourd'hui, les auteur·e·s déplorent qu'un « amas de prérequis *court-circuite parfois tout simplement la possibilité de pouvoir poser la question* » (mes italiques).

Mais il y a aussi, comme on l'a vu, ces « juifs d'extrême gauche [qui] semblent avoir intégré

l'idée qu'ils porteraient une responsabilité congénitale dans la politique israélienne ». Sans compter la difficulté due au « caractère socio-centré de cette invisibilisation de l'antisémitisme » qui complique encore « la capacité à le nommer », notamment du fait d'un « vécu de l'antisémitisme possiblement très différencié ». Et puis, il y a le fait qu' « à raison », on présume que la situation des juifs ne s'insère pas de la même manière dans les questions de l'antiracisme que celle « des noirs, les arabes ou les rroms. » Enfin, restent « les expériences subjectives de personnes juives [qui] n'offrent pas nécessairement une vision claire de la situation. »

Devant l'amoncellement soudain des mises en garde et empêchements de tous ordres, que faire de la question ? Comment sortir de cet embarras ? Deux issues paraissent s'offrir aux auteur·e·s. La première – l'idée d'une exploration du « vécu » des subjectivités des personnes juives, se disperse et se perd, à peine annoncée (avec la précaution d'un point d'interrogation, cela dit) : comme l'indiquent certaines des citations qui précèdent, le soubassement d'une intériorité subjective promet une matrice commune malheureusement introuvable, parce que « possiblement très différencié ».

L'autre issue est liée à « la conjoncture [qui] invite à replacer les poussées d'antisémitisme dans une montée du racisme et des réponses nationales-sécuritaires et populistes à la crise sociale » ; issue honorable et proposition forte, à cette réserve près qu'elle signifie le sabordage du projet critique des auteur·e·s, de retour bredouilles au bercail du consensus « à gauche » qu'il s'agissait pourtant de « fracturer ». Reste alors la thèse de départ sur les silences et dénégations de la gauche, répétée encore et toujours dans un sur-place entouré des bribes d'un projet critique finalement ajourné.

Pour conclure

Oui, il y a une spécificité de l'antisémitisme, dont la compréhension dans et pour la conjoncture devrait peut-être commencer par prendre la mesure de l'anachronisme du terme lui-même. Quant à la « racialisation », le texte de *Vacarme* ne nous aura rien dit : pas de situation historique post-biologiste du concept, et ineffectivité de la référence à la « matrice conspirationniste ». Domine le sentiment de l'occasion manquée. Elizabeth Roudinesco a pourtant magistralement retracé l'histoire intellectuelle de l'antisémitisme dans son inscription d'abord française, entre les héritages d'un Edouard Drumont et l'épisode de l'affaire Dreyfus[18].

Delphine Horvilleur a récemment mis son expertise rabbinique au service d'une tentative (aussi utilement savante que contestable en dernière instance) de singularisation de l'antisémitisme au sein des logiques racistes[19]. Enzo Traverso a, de longue date, proposé une reconstruction érudite de l'histoire des ambivalences et points aveugles politiques et théoriques des figures emblématiques de « la gauche » sur la question de l'antisémitisme, sans parler des débats controversés à propos de *Sur la question juive* de Marx lui-même[20]. N'y avait-il pas là, et ailleurs encore, de quoi circonscrire la question dans sa spécificité, son historicité et les contradictions de ses héritages ?

Outre ces propositions manquantes sur ces préalables et ces impasses (en l'état), le texte reste silencieux quant à la place particulière que vient occuper, dans la conjoncture, le paradoxe de l'antisémitisme sioniste. Celui-ci se manifeste sous deux aspects pourtant de mieux en mieux identifiés aujourd'hui.

On pense à l'antisémitisme des extrême droites évangélistes américaines. L'autre lui est directement lié ; l'antisémitisme propre à la droite fascisante qui accompagne la longue trajectoire politique de B. Netanyahou. Il y a d'une part les alliances entretenues avec les extrême droites historiquement antisémites en Europe et aux États-Unis. Le soutien apporté par le ministre des affaires étrangères israélien, Emmanuel Nahshon, à la campagne menée en Hongrie contre G. Soros en est un exemple[21]. Trump a formulé des attaques similaires contre Soros, cible sur laquelle convergent et se font écho extrême-droite antisémite et extrême-droite sioniste. Le fils du Premier ministre israélien, Yair Netanyahou a lui-même eu recours à l'imagerie la plus classiquement anti-juive pour dénoncer les critiques de Netanyahou père et mère. Ceci lui a valu l'accolade du site néo-nazi « Daily Stormer » qui s'est déclaré « premier fansite au monde de Yair Netanyahou », ce « *total bro* »[22].

Plus généralement, il y a ces occultations et représailles contre ces innombrables « mauvais juifs », « alter juifs », ou « juifs de négation », individus et organisations, parce que critiques d'Israël, parce que pro-Corbyn en Grande-Bretagne et contre lesquels la droite travailliste utilise tous les prétextes imaginables dans une fuite en avant maccarthyste effrayante et déséspérée.[23] Nos auteur·e·s n'ont rien à dire de ces dimensions de la conjoncture et de la spécificité de l'antisémitisme contemporain.

Au terme des approximations et incohérences du texte, reste donc la petite musique du « silence » et des « dénégations » de la gauche. Ce message-là est clair. Il l'est d'autant plus que les longs mois de chasse aux sorcières (si souvent juives) au sein du Labour britannique ont illustré jusqu'à la caricature la panoplie des agressions, en la matière : l'outrance calomnieuse, la déformation des propos, les imputations par associations, l'interprétation toujours à charge du dit et du non-dit (aux réserves inépuisables). Jeremy Corbyn, en l'occurrence, n'en ferait pas assez, pas assez vite et trahirait ainsi ses acquiescements, ses complicités. Avec le non-sujet de la gauche, on ne voit pas au bout compte que les auteur·e·s aient proposé quoi que ce soit d'autre, en version française.

Mais qu'à cela ne tienne ; nous attendrons la feuille de route de « la critique légitime », à l'écoute cependant de celles et ceux qui choisissent de suivre une autre ligne de fracture, en « rompant le silence »[24], et de tous ces « mauvais juifs », dont nous sommes, ou voulons être, en solidarité, contre *tous* les antisémitismes.

Notes

[1] Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, La Brèche, 1990, p.149.

[2] Ibid. p. 80-81

[3] https://www.nouvelobs.com/topnews/20130324.REU0384/polemique-autour-d-une-attaque-de-jean-luc-melenchon.html

[4] Dans la trajectoire longue et accidentée des cultural studies, des théorisations de la sublaternité, de la postcolonialité, hébergeant bien du personnel théorique, de Marx, Fanon et Gramsci jusqu'à certaines versions du romantisme heideggerien.

[5] cf. note n°44 du « non-sujet ».

[6] Notons au passage que la communion silencieuse de la gauche serait donc à la fois « parfaitement » résumée par une position pourtant réputée *clivante* (d'H Bouteldja) quant à la nécessité d'une approche « par en bas », tout en se fourvoyant dans une vision bornée, « par le haut » (la fétichisation de l'État-structure), mais avec de très bonnes raisons de le faire quand même.

[7] F Jameson, *La totalité comme complot : conspiration et paranoïa dans l'imaginaire contemporain*, trad. N. Vieillescazes, Les prairies ordinaires, 2007, p.123

[8] L'option des guillemets à « 'grand capital' » ici, mais aussi aux « 'dominés' » ou à « 'La Palestine' » en disent long sur le genre de distance -grande – avec « la gauche » que les auteur·e·s entendent signifier, en dépit des signaux rhétoriques convenables.

[9] Des Freeman, « In defence of (some) conspiracy theory », Open Democracy, 17 Aout 2018, https://www.opendemocracy.net/uk/des-freedman/in-defence-of-conspiracy-theory

[10] https://globescan.com/views-of-china-and-india-slide-while-uks-ratings-climb/

[11] Néologisme forgé par Shmuel Trigano, avec Muriel Darmon (non la sociologue mais la psychanalyste), explique Elizabeth Roudinesco, « pour désigner le mauvais Juif, brebis galeuse et égarée, auquel il refusait toute appartenance à l'identité juive, à l'histoire juive, au peuple juif : des juifs forclos, en quelque sorte, indignes, irrécupérables et qu'il fallait bannir du monde de la judéité. Cette dénomination avait clairement pour objet de stigmatiser tous ceux qui critiquaient la politique israélienne afin de mieux les confondre avec ceux qui déniaient à Israël tout droit à l'existence et à la réalité du génocide ». *Retour sur la question juive*, Editions du Seuil, [2009] 2016, p. 268-269.

[12] cf. notamment les documentaires qu'y a consacré la chaîne Al Jazira en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis :

https://www.aljazeera.com/news/2017/01/lobby-episode-1-young-friends-israel-170115035405450.html (premier épisode sur la Gande-Bretagne) et https://www.youtube.com/watch?v=jl9s09LMp10 (concernant les Etats-Unis)

[13] « Irish Parliament passes bill to ban Israeli settlements goods », Electronic Intifada, 29 janvier 2019: https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/irish-parliament-passes-bill-ban-israeli-settlement-goods . La nouvelle législation a immédiatement été dénoncée comme « antisémite » : https://www.irishtimes.com/news/politics/israel-gives-irish-ambassador-severe-dressing-down-for-anti-semitic-d%C3%A1il-bill-1.3770529

[14] Compte de tenu de la puissance de l'AIPAC en général dans la politique US, et compte tenu des révélations supplémentaires récemment apportées par la chaîne Al-Jazira, les cris d'effrois, dont ceux d'un Trump et d'évangélistes anti-juifs professionnels, relèvent à ce stade d'une forme d'auto-parodie collective.

[15] Lutte globale contre BDS pour laquelle, en décembre 2017, un budget de 72 millions de dollars a été réservé :

https://fr.timesofisrael.com/israel-approuve-un-plan-anti-bds-a-72-millions-de-dollars/

[16] cf. Dominique Vidal, *Anti-sémitisme= antisionisme ? Une réponse à Emmanuel Macron*, Libertalia, 2018 ; Jean-Pierre Filiu, *Main basse sur Israël : la fin du rêve sioniste*, La Découverte, 2019.

[17] Eva Ellouz en propose une analyse brève et claire dans « Du paradoxe de la libération à la disparition des élites libérales », in *L'âge de la régression*, dir. H Geiselberger, Gallimard, 2017

[18] E Roudinesco, op. cit.

[19] D Horvilleur, *Réflexion sur la question antisémite,* Grasset, 2019

[20] cf. par exemple la polarité que forment les lectures respectives encore récentes de ce livre par Daniel Bensaïd (présentation et commentaire de la réédition de *Sur la question juive,* La fabrique, 2006) et par Raphael Lellouche dans sa présentation de Ernst Bloch, « Symbole : les Juifs », Un chapitre 'oublié' de *L'Esprit de l'utopie*, précédé de « Les Juifs dans l'utopie », éditions de l'éclat, 2009

[21] https://www.timesofisrael.com/hungary-drops-anti-semitic-soros-campaign-ahead-of-netanyahu-visit/ ; Jean-Pierre Filiu rappelle en outre que B Netanyahou a accueilli Orban en Israël le jour même de l'adoption de la nouvelle loi fondamentale, débarrassée du terme de « démocratie » et garantissant pour le peuple juif le droit exclusif à l'autodétermination sur la terre d'Israël. op. cit. p.189.

[22] https://www.timesofisrael.com/hailing-yair-netanyahu-neo-nazi-site-puts-him-on-its-banner/ ; l'affaire a donné lieu à un entretien étrange, à une heure de grande écoute sur une chaîne israélienne, où le point de vue du rédacteur en chef du « Daily Stormer » est présenté et relayé avec une certaine bienveillance : http://azvsas.blogspot.com/2017/09/andrew-anglin-editor-of-nazi-daily.html

[23] Cf l'analyse d'Eva Illouz, « L'État d'Israël contre le peuple juif », https://french.palinfo.com/news/2018/9/15/Eva-Illouz-L-tat-d-Isra-l-contre-le-peuple-juif

[24] https://www.breakingthesilence.org.il/